

## La destruction de lacs permise pour stocker des rÃ©sidus miniers

Dossier de la rÃ©action de H2o  
November 2020

Le gouvernement du QuÃ©bec n'interdit pas la destruction de lacs, de cours d'eau et de milieux humides pour y stocker des dÃ©chets miniers, a confirmÃ© mardi soir une porte-parole du ministÃ`re de l'Environnement Ã  l'ouverture des audiences du BAPE sur le projet de stockage des rÃ©sidus de la mine de fer du lac Bloom. La miniÃ`re, Mineraï de fer QuÃ©bec, veut justement dÃ©truire des lacs, des milieux humides et des cours d'eau pour stocker 872 millions de tonnes de rÃ©sidus, afin de poursuivre l'exploitation de son gisement.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a dÃ©butÃ© les audiences publiques sur le projet de stockage de la miniÃ`re, qui souhaite Ã©tendre son parc de rÃ©sidus miniers afin de poursuivre et d'intensifier l'exploitation de minerai de fer Ã  son site industriel situÃ© prÃ>s de Fermont. Ces audiences ont Ã©tÃ© rÃ©clamÃ©es par des groupes environnementaux qui dÃ©noncent la destruction de plusieurs cours d'eau et milieux humides dans le cadre de ce projet, qui prolongerait la durÃ©e de vie de la mine jusqu'en 2040. Or, dÃ's le dÃ©part, le ministÃ`re de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques est venu confirmer que la destruction de tels milieux naturels peut Ãªtre autorisÃ©e au QuÃ©bec. "Ã‰ ma connaissance, il n'y a pas d'interdiction de remblayer des lacs, des cours d'eau ou des milieux humides. Ce n'est Ã©videmment pas l'option privilÃ©giÃ©e, mais il n'y a pas d'interdiction", a ainsi affirmÃ© AndrÃ©-An Gagnon, chargÃ© de projet Ã  la direction gÃ©nÃ©rale de l'Ã©valuation environnementale et stratÃ©gique du ministÃ`re. S'il existe bien une "directive" utilisÃ©e pour l'analyse des projets miniers, connue sous le nom de "Directive 019", celle-ci "n'a pas force lÃ©gale", a prÃ©cisÃ© Mme Gagnon. La directive en question "vient encadrer la gestion des rÃ©sidus miniers en fonction des types de rÃ©sidus. Il y a un ensemble de mesures Ã  mettre en place pour bien gÃ©rer ces rÃ©sidus. Mais il n'est pas spÃ©cifiÃ© de ne pas entreposer des rÃ©sidus dans un lac", a-t-elle ajoutÃ©.

En 2018, le gouvernement du QuÃ©bec a autorisÃ© ArcelorMittal Ã  augmenter la superficie de son parc de rÃ©sidus miniers, lui aussi dans la rÃ©gion de Fermont. Il Ã©tait alors question de stocker 825 millions de tonnes de rÃ©sidus d'ici 2045, pour un total de 1 318 millions de tonnes entre 2014 et 2045. Dans son rapport sur le projet, le BAPE prÃ©cisait que ce projet entraÃ®nera la destruction de 11 lacs, 15 Ã©tangs et 25 ruisseaux, en rÃ©ponse Ã  quoi la miniÃ`re avait prÃ©vu un programme de "restauration" pour compenser la perte de milieux naturels.

Mineraï de fer QuÃ©bec est une filiale de la miniÃ`re australienne Champion Iron.

Alexandre Shields -Ã  Le Devoir